



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Colomiers, le 19/06/2015

Unité Territoriale de la Haute-Garonne
et de l'Ariège
Subdivision Environnement Industriel
ENV 7

Affaire suivie par : Dominique RUMEAU
N/Référ : 2015/596

Téléphone : 05 61 15 39 76
Télécopie : 05 61 15 39 88
Courriel : dominique.rumeau
@ developpement-durable.gouv.fr

Objet: Société MGM : Demande de renouvellement et d'extension d' une carrière de sables et
graviers sur le territoire des communes de Castelnau d'Estrètefonds, Ondes et Saint
Rustice

Vos Référ: Transmission du 19 /11/2014

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES à Monsieur le PREFET de HAUTE-GARONNE

PRESENTATION DE LA DEMANDE

Par dossier transmis par la préfecture le 19 novembre 2014, la société MGM dont le siège social est situé au lieu-dit « encaulet » à Castelnau D'Estrètefonds, a sollicité pour une durée de 20 ans une autorisation d'exploiter d'une carrière à ciel ouvert de sables et graviers. Ce projet est situé sur le territoire des communes de Castelnau d'Estrètefonds, Ondes et Saint Rustice, pour une superficie de 208 ha 39 a 22 ca.

I - SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

I.1 Environnement du site

Le projet se localise dans un secteur agricole à faible densité d'habitat. Il n'apparaît aucun voisinage particulièrement sensible à l'activité d'extraction (hôpital, maison de repos...). L'habitat se trouve soit sous forme d'ilots soit de manière isolé. Concernant le projet d'extension, 3 habitations se situent à moins de 100 m de l'extension et 12 habitations entre 100 m et 200m. Concernant le projet de renouvellement, aucune habitation n'est située à moins de 100 m et 5 habitations entre 100 m et 200m.

Le lycée agricole ainsi que les silos d'Ondes se trouvent à 600 m au Sud du projet d'extension. Les terrains de l'extension sont à 250 m au Nord-Ouest d'une coopérative fruitière située de l'autre côté du canal. La gare de la commune de Castelnau d'Estrètefonds jouxte cette coopérative, à 200 m du projet.

Une piste cyclable s'appuie sur la rive gauche du canal latéral à la Garonne à l'est du projet. La topographie du projet est quasi plane. D'après le dossier, les terrains concernés par la présente demande d'ouverture de carrière sont actuellement utilisés en totalité en terres agricoles. L'impact visuel sera direct, temporaire et faible du fait de la topographie plane de la plaine alluviale, de l'enfoncement de l'extraction et de la présence d'infrastructures et d'activités alentours.

Zones naturelles

Les milieux de l'extension sont actuellement des terrains agricoles.

Les terrains du projet ne font l'objet d'aucune mesure de protection au niveau écologique (Natura 2000 protection biotope) et ne sont pas recensées au titre d'inventaire de type ZNIEFF ou ZICO. Aucun habitat d'intérêt communautaire n'a été recensé sur le périmètre d'étude.

Un site Natura 2000 est répertorié en limite Nord-Ouest du périmètre d'étude en raison d'une avifaune variée et protégée. Ce site concerne un ancien lac d'extraction de MGM réaménagé.

Présence de captages

Il n'existe aucun captage d'eau potable dans le secteur de l'extension et le site n'est pas dans le périmètre de protection des différentes sources alimentant le réseau AEP. Il n'existe pas de captage à l'aval hydrogéologique de la gravière.

Monuments et sites inscrits

Les terrains du projet sont situés en dehors de tout périmètre de protection de monuments historiques.

Servitudes-Lignes électriques-Ligne de gaz-canal létral

Plusieurs lignes électriques traversent l'emprise du projet. Deux lignes électriques très haute tension et haute tension, une ligne moyenne tension et une ligne basse tension traversent le projet de l'extension. La Sté MGM a indiqué ne pas déplacer la ligne très haute tension en laissant une bande périmétrique de 30 m minimum autour des ouvrages. Les lignes haute tension et moyenne tension seront déplacées avant que l'exploitation n'atteigne leur emplacement.

Une conduite de gaz haute pression traverse les terrains de l'extension. Cette conduite sera déplacée.

Tous les travaux de déplacement des réseaux seront effectués par des entreprises agréées par les services gestionnaires de ces réseaux.

Il est à noter, en tant qu'élément du dossier, que le site de l'extension est traversé par la future voie ferrée de la future LGV Bordeaux-Toulouse. Le phasage de l'exploitation est adapté à la présence de cette future ligne LGV.

I.2 Présentation du projet et situation administrative

Objet de la demande et présentation du projet

La société MGM exploite actuellement une carrière de sables et graviers autorisée depuis le 02/12/2004 et dont l'arrêté arrive à échéance le 07 septembre 2018, sur les communes de Saint-Rustice, Castelnau d'Estrètefonds et Ondes s'étendant sur une superficie de 134 ha 31 a 79 ca. Des zones de cette autorisation déjà exploitée ont fait l'objet d'un récolement.

La présente demande vise

- le renouvellement d'exploiter une carrière de sables et graviers sur les communes de CASTELNAU D'ESTRETEFONDS aux lieux dits , " Bordebasse ", " Encaulet ", de St RUSTICE aux lieux dits " Las Menjounes " et " Lapêtre ", d'ONDES aux lieux dits " Boyer " et " Champs de Boyer " représentant une superficie de 134 ha 31 a 79 ca et
- une extension sur le territoire de la commune de CASTELNAU D'ESTRETEFONDS aux lieux dits , " Encaulet " " Cami del drag ", " Devant Encaulet ", " La Fraisse ", " La Rivière ",

“ Laramet ” et “ Las Coudougnères ” pour une superficie d'extraction de près 120 ha et représentant une superficie totale de 208 ha 39 a 22 ca. L'autorisation d'exploiter est demandée pour 20 ans .

1. La demande de renouvellement concerne les surfaces restant à exploiter et des surfaces nécessaires à l'exploitation (bassin de décantation, voirie, surface des installations de traitements de matériaux ainsi que le lac principal d'extraction qui est déjà extrait) pour une surface exploitable de 18 ha approximativement et une surface totale de 92 ha 25a 83 ca.
2. La demande d'extension concerne une superficie de 116 ha 13 a 39 ca dont 102 ha 18 ca 10 a exploitables exclusivement sur Castelnau d'Estrètefonds .

Le différentiel existant entre superficie totale des terrains et surface réellement exploitée s'explique par la bande périmétrique de 10 m autour des terrains exploités, une réserve de 40 m pour la déviation de la conduite de gaz, une bande de terrain de part et d'autre de la future LGV, des réserves périmétriques autour des terrains situés non loin des habitations. Concernant la largeur de la bande de terrain réservée à l'emprise de la future LGV, celle-ci a été évaluée avant la mise en service de la LGV à 120 m. Ce n'est qu'après la mise en service de celle-ci, que l'exploitant, en accord avec SNCF Réseau ; pourra exploiter une partie de cette bande.

Une modification du plan de phasage est demandée pour les parcelles déjà autorisées afin de pouvoir exploiter ces terrains autorisés et ceux de la demande d'extension dans un même schéma d'ensemble en privilégiant l'extraction initiale des zones précédemment autorisées puis des zones de l'extension situées derrière la future voie ferrée LGV par rapport aux installations de traitements.

Le projet est basé sur une production moyenne de 750 000 t/an (production maximale 1 000 000 t/an) et de 400 000 t/an sur les 4 dernières années ce qui correspond au final à une durée d'exploitation de 20 années dont 17 d'exploitation. Le gisement exploitable est représenté par une formation sablo-graveleuse d'environ 5 m, il est facilement exploitable et de bonne qualité. Aucun phénomène d'instabilité n'affecte les terrains.

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévu à l'article L 512-1 du Code de l'Environnement au titre de la rubrique listée dans le tableau ci-dessous :

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime du projet	Portée de la demande
2510-1	Exploitation de carrière	Production maxi annuelle: 1 000 000t Production moyenne: 750 000t	A	Demande d'autorisation
2517	Station de transit de produits minéraux solides	Superficie > 3 ha	A	Demande d'autorisation
2515-1	Installations de broyage, concassage, criblage, mélange de pierres, cailloux, minerais et	➤ Puissance installée de 2630 kW	A	(Installation déjà autorisée)

	autres produits minéraux naturels.			
--	------------------------------------	--	--	--

Identité du demandeur

La Société MGM SABLIERES RÉUNIES est composée de la SOGEFIMA (Entreprise Malet), de la SOCIÉTÉ GARROUSTE ET FILS et de la SOCIÉTÉ CEMEX GRANULATS SUD-OUEST. Cette Société a été créée en 1994.

Cette réunion des 3 sociétés, occupant une place importante sur le marché des granulats en Midi-Pyrénées, a été réalisée dans le but de créer une exploitation unique, regroupée autour d'une même unité de traitement des matériaux.

Depuis 1996, la Société MGM a exploité plus de 100 hectares sur les communes de Grisolles, Pompignan, Ondes, Saint-Rustice et Castelnau-d'Estrétefonds. Le rythme d'exploitation important (800 000 tonnes/an en moyenne) permet de desservir une grande partie du département de la Haute-Garonne, le Sud du département du Tarn-et-Garonne jusqu'à Montauban, ainsi que les départements limitrophes.

La société MGM exploite deux autres carrières et sites de traitements de matériaux à Bourret et Caylus (82) et deux dépôts de granulats à Gagnac sur Garonne et Bourret. La société emploie 32 personnes.

Capacités techniques et financières

La société MGM possède les capacités techniques et financières pour conduire et mener à bien cette exploitation et en assurer la remise en état.

Méthode d'exploitation

Préalablement à l'extraction du tout-venant, le site sera décapé sélectivement à la pelle hydraulique sur une épaisseur variant entre 1,9 m et 3,3 m. Le tout-venant est extrait à l'excavateur à godets sur une épaisseur moyenne de 5 m. L'extraction projetée se déroule par phases successives puis réaménagée de manière coordonnée à l'avancement de l'exploitation. Le tout-venant est acheminé par bandes transporteuses jusqu'aux installations de traitements. Les terres de découverte sont stockées sous forme de merlons avant de les utiliser pour le réaménagement.

L'exploitation sera réalisée, selon l'exploitant, en 4 phases quinquennales.

L'autorisation d'exploiter est sollicitée pour une durée de 20 ans. Les horaires d'activité de la carrière sont de 07h à 22h hors samedis, dimanches et jours fériés.

Droits fonciers

La société MGM possède la maîtrise foncière des parcelles mentionnées dans le dossier.

Justification du choix du projet

La société MGM fournit de nombreuses raisons motivant cette demande dont notamment :

- cette zone est extraite depuis une quinzaine d'année et se déplace progressivement vers le sud-est,
- le maintien des emplois sur le site est un critère à prendre en compte,
- la carrière possède une plate-forme industrielle attenante,
- l'absence de sensibilités environnementales importantes et non-compensables dans un secteur déjà modifié par des extractions passées,
- le projet de LGV traverse les terrains de l'extension,
- la remise en état vise à restituer en quantités appréciables des terrains pour l'agriculture et de

- créer une zone d'activité et de loisirs au sein d'un complexe de plusieurs plans d'eau présentant un intérêt écologique,
- le projet est conforme aux orientations générales du schéma départemental des carrières dont l'objet est de favoriser les sites existants.

1.4 Compatibilité avec les plans et schémas

Documents d'urbanisme

Les terrains du projet sur les 3 communes de Sainte-Rustice, Ondes et Castelnau D'Estretfonds sont en zone où l'ouverture de carrières est autorisée.

Le schéma départemental des carrières

Le Schéma départemental des Carrières de la Haute-Garonne a été approuvé par arrêté préfectoral du 10 décembre 2009. Le dossier indique que le projet est conforme au schéma. En effet, l'exploitant met en avant les orientations favorisées suivantes :

- la réduction des transports par camion par le double fret,
- la remise en état a été concertée avec les collectivités territoriales.

Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation

Selon l'exploitant, les parcelles de l'extension sont en zone d'aléa fort/moyen et faible ou sont autorisés l'exploitation de gravières et le stockage de matériaux, sous réserves de démontrer l'absence d'impact négatif, de définir des mesures compensatoires et de respecter les réglementations relatives aux installations classées. L'impact est évalué dans le dossier lequel conclut à un impact faible et propose des mesures.

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

D'après le dossier, le projet est compatible avec les orientations et les objectifs du nouveau SDAGE 2010 Adour Garonne.

SCOT Nord Toulousain approuvé le 4 juillet 2012, lequel s'étend sur 63 communes

Le projet s'inscrit dans la continuité des extractions déjà menées et la remise en état est conçu afin d'intégrer les orientations du SCOT.

II. Présentation et analyse de l'impact du projet sur l'environnement

II-1 Site et paysage

Paysage - site en exploitation

L'ambiance paysagère est fortement marquée par des voies de communications (La Garonne et son canal, plusieurs routes départementales et la voie ferrée Toulouse-Bordeaux), des transports aériens d'énergie électrique. L'occupation des sols est massivement agricole et se distingue par de grandes parcelles cultivées dans un secteur peu densément habité. Les terrains du projet ne sont visibles de façon rapprochés que depuis les terrains limitrophes, la voirie attenante, les maisons voisines, les axes de circulation et depuis les côteaux. Ils n'appartiennent pas à une entité paysagère remarquable. Au delà de 300 à 500 m de distance, ces terrains ne se distinguent que difficilement des parcelles environnantes

Les terrains de l'extension ne présentent aucune sensibilité patrimoniale en termes de bâtiments ou de monuments. Une piste cyclable longe le canal latéral en limite Est des terrains de

l'extension. Le dossier indique que des mesures seront prises pour limiter les covisibilités.

Les covisibilités proches seront limitées par les merlons dont la hauteur variera de 2 à 4 m selon la proximité de riverains. L'impact paysager sera très faible.

Paysage - site réaménagé

Le site sera progressivement réaménagé en espace ouvert à vocation mixte (agriculture, loisirs). Illustré par un plan d'ensemble, le parti de réaménagement est basé sur l'insertion de 3 plans d'eau dont deux plans d'eau sur les terrains de l'extension et de restitution de terres agricoles.

Sur le secteur du renouvellement, un plan d'eau de 81 ha et des terrains à vocation agricole de 25 à 28 ha se développeront. Sur le secteur de l'extension, 2 plans d'eau de 28,5 et 19 ha apparaîtront ainsi que des terrains agricoles sur 46 ha. Il est à noter que le grand plan d'eau était déjà prévu dans le cadre de l'actuel arrêté d'autorisation datant de 2004. Des massifs boisés sur 11 ha seront créés sur certains abords isolés. Des haies viendront compléter la remise en état sur 2600 m.

Ce réaménagement défini avec le SIVU Ondes-Garonne et la mairie de Castelnau d'Estrétefonds a un double objectif qui est la réutilisation des terres et la création d'une zone d'activité et de loisirs.

II-2 Biodiversité

contexte géologique-Habitats, flore, faune

Aucun phénomène d'instabilité n'affecte les terrains.

L'exploitant a effectué des relevés écologiques à 4 périodes différentes : 25 mars, 2 juin, 24 juin 2010 et 26 août 2011.

La carrière actuelle et son extension se situent dans le contexte biogéographique du couloir de la Garonne qui est tout à la fois un milieu agricole, aquatique et forestier (ripisylve bordant la Garonne). La plaine agricole est principalement occupée par des champs de céréales et quelques vergers, les bois et les haies sont rares. L'apparition de quelques plans d'eau issus de précédentes extractions permet la présence d'un système aquatique avec son cortège faunistique.

Les terrains de la demande sont actuellement occupés par des champs d'un seul tenant intensément cultivés sur 143 ha, la carrière déjà autorisée sur 21,3 ha et des terrains en friches sur 45,9 ha principalement.

Les habitats d'un point de vue flore et faune sont communs et sans intérêt communautaire prioritaire. L'intérêt écologique se concentre principalement au niveau des lacs de gravière. L'exploitant participe à la création de nouveaux milieux particulièrement favorables à l'avifaune lors de la remise en état des carrières comme le site présent au nord de la zone sollicitée.

II-3 Eau

Eaux souterraines

La nappe dans le secteur de la plaine de Garonne s'écoule du sud-est vers le nord-ouest. Les niveaux piézométriques se stabilisent entre 3 et 5 m sous la surface du sol. Le battement saisonnier est de l'ordre de 2 m en moyenne. La zone étant extraite depuis de nombreuses années, le dossier indique l'influence des lacs ouverts et des secteurs remblayés ne conduit qu'à des variations de quelques dizaines de centimètres. En raison du sens d'écoulement de la nappe et du positionnement des remblais, aucune modification des niveaux piézométriques n'est à attendre à l'aval du site. Le

basculement de la surface libre du grand lac induira une zone de rabattement qui atteindra 0,5 m au maximum et qui ne sera pas ressentie au delà de l'emprise autorisée. Un léger relèvement des niveaux piézométriques est attendu au droit des terrains situés à l'amont hydrogéologique des terrains du projet. Ces modifications ne seront pas susceptibles de remettre en cause l'utilisation des puits du secteur ou modifier les conditions hydriques.

La qualité des eaux souterraines est bonne au niveaux des terrains projetés. La protection des eaux souterraines sera assurée par l'exploitant par de nombreuses mesures régulièrement rencontrées sur ce type d'extraction.

Eaux superficielles

La carrière projetée et la carrière actuelle ne sont traversées par aucun cours d'eau. Il n'existe aucun réseau hydrographique permanent à l'intérieur des terrains du projet. En raison de la topographie et de la présence de fossés en limite externe des terrains, aucun apport d'eaux de pluies venant de parcelles limitrophes n'affecte les terrains. La Garonne se situe à 1100 m des terrains. Le projet est entièrement situé dans le lit majeur de la Garonne. Il est donc soumis à des inondations mais uniquement lors des crues importantes de la Garonne. Cette submersion est estimée de 0,5m à 1m pour une crue du type de celle de 1875.

Le dossier indique dans l'hypothèse de crues, que les inondations ne présentent qu'un très faible potentiel destabilisateur pour les berges de la carrière et que les risques d'érosion sont négligeables.

La protection de la qualité des eaux sera assurée par un entretien régulier des engins et l'absence de stockage d'hydrocarbures. Des contrôles de la qualité des eaux seront régulièrement entrepris. Des fossés seront créés sur certaines limites du site pour éviter tout déversement des eaux de ruissellement dans l'extraction ou les lacs réaménagés.

II-4 Air

Les émissions de poussières, peuvent provenir soit :

- du décapage des terres de découvertes et du remblayage ;
- du roulage des engins.

L'activité de la carrière actuelle n'affecte pas les terrains environnants en raison des moyens mis en oeuvre:

- l'utilisation d'une bande transporteuse,
- la mise en place de merlons en limite du site,
- la réduction des vitesses de circulation des engins sur le site, lors des phases de décapage et de réaménagement ,
- le choix des période de décapages en évitant autant que possible, les périodes sèches et venteuses dues aux travaux d'extraction,
- la mise en place de bande transporteuse pour l'acheminement des matériaux vers les installations de traitement,
- l'arrosage des pistes si nécessaire.

Un suivi de mesures de retombées de poussières dans l'environnement sera mis en place, selon une fréquence déterminée par l'inspection des installations classées.

Le brûlage des déchets est interdit.

Il est à noter qu'aucune plainte n'a été enregistrée à ce jour.

II-5 Bruit et vibrations

L'impact sonore de la carrière sera lié à la période d'exploitation (extraction et transport des

matériaux), dont les horaires d'activité seront compris dans une plage horaire entre 7h et 22h, hors samedis, dimanches et jours fériés.

Les modélisations réalisées par l'exploitant laissent apparaître des émergences inférieures ou égales aux seuils définis par la réglementation.

Un nombre limité d'engins circulera dans l'enceinte de la carrière puisque une bande transporteuse alimentera les installations de traitement..

Des avertisseurs sonores adaptés seront utilisés pour les engins et les camions. Les pistes internes seront régulièrement maintenues en bon état de roulement et un merlon périphérique sera élevé. L'exploitation se fera sans utilisation d'explosifs.

II-6 Déchets

le dossier indique qu chaque type de déchet sera évacué vers une filière adaptée, d'autre mesures s'ajouteront telles que l'entretien des engins réalisé hors du site, le contrôle régulier des engins.... Le remblaiement avec des déchets inertes sera strictement encadré et respectera l'arrêté ministériel du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockages de déchets inertes.

II-7 Santé

D'après le dossier, le projet ne présente pas de risque pour la santé de ses riverains mais pourra occasionner ponctuellement quelques gênes comme tout chantier de travaux publics.

II-8 Circulation

La desserte de cette zone se fait par les voiries départementales (RD 29 et RD 820) adaptées à un trafic important comme actuellement. Le trafic poids-lourd engendré par la carrière restera constant par rapport à la situation actuelle.

La mise en place d'un convoyeur à bandes pour l'évacuation du tout-venant vers les installations de traitement réduira la circulation sur le chemin d'Encaulet aux seules rotations liées à l'apport de matériaux de remblais inertes (6 rotations par jour).

Dans le cadre de l'exploitation, un chemin rural dit « d'Embiol » uniquement utilisé par les agriculteurs pour se rendre sur les parcelles sera supprimé (les parcelles que ce chemin dessert ne seront plus utilisées par les agriculteurs).

II-9 Archéologie et patrimoine

Aucun monument historique ou monument reconnu comme remarquable ne sera concerné par le projet d'exploitation et il n'existe aucune covisibilité avec les monuments historiques les plus proches. Un diagnostic archéologique sera réalisé préalablement à l'exploitation.

II-10 Remise en état

Principes de la remise en état

La demande d'exploitation et de remise en état s'appuie sur la remise en état qui avait été actée en 2004 par arrêté préfectoral pour les terrains du renouvellement et propose un type de remise en état pour les terrains de l'extension. Le dossier comporte un photo-montage.

Pour les terrains faisant l'objet de la demande de renouvellement, la remise en état propose un plan d'eau agrandi jusqu'à 81 ha. Ce plan d'eau aura un rôle de lacs de loisirs nautiques, favorisé par ses grandes dimensions (1400 m d'allongement sud-est/nord-ouest). Des espaces boisés seront aménagés aux abords du plan d'eau. Sur la zone du renouvellement, un grand secteur de 28 ha sera remblayé à des fins de remise en culture.

En ce qui concerne la zone de l'extension, le réaménagement comportera deux plans d'eau de

28,5 et 19 ha et 46 ha de surfaces remblayées. Ainsi, le remblaiement concernera 55 % de la superficie totale de l'extension de ce site. En ce qui concerne les abords des lacs créés par l'extension, le réaménagement comportera la plantation d'arbres et d'arbustes (4400 plants) qui couvriront une surface de 11 ha. Des alignements d'arbres seront réalisés sur 2600 m (520 arbres et 1300 arbustes).

Des essences végétales pour les plantations seront retenues. Les berges des plans d'eau seront variées présentant des orientations et des pentes différentes permettant un développement des différents milieux et l'accueil d'espèces variées.

Accord sur la remise en état

Le dossier comprend l'accord des propriétaires et de la mairie sur le projet de remise en état et les documents signés par les propriétaires autorisant MGM à exploiter les terrains.

II-11. Hygiène et sécurité des travailleurs

Les risques pour le personnel ont été répertoriés et font l'objet d'un document de sécurité.

III. PRESENTATION ET ANALYSE DES DANGERS / RISQUES DU PROJET POUR L'ENVIRONNEMENT

III-1. Identification des risques/probabilité d'occurrence et aléa

Il s'agit là d'une exploitation d'une carrière de sables et graviers à ciel ouvert pour laquelle les techniques de travail ne peuvent être à l'origine de dangers notables hormis les risques dus à la présence d'hydrocarbures sur le site (incendie ou pollution accidentelle). L'exploitant a produit une étude de dangers et un résumé non-technique de celle-ci.

L'exploitant fournit une accidentologie en carrières issue de la base des données BARPI qui fait ressortir les familles d'accidents les plus fréquentes, dans ce type d'activité :

- fuites d'hydrocarbures occasionnant des pollutions des eaux superficielles et souterraines ;
- quelques incendies.

Les potentiels de dangers sont essentiellement les réservoirs des engins.

L'exploitant définit une probabilité d'occurrence sur la base de l'accidentologie et les aléas des phénomènes dangereux qui sont qualifiés de « modérés » que cela soit sur l'environnement, les personnes et les biens..

En tenant compte des différentes mesures prévues, l'exploitant considère le risque incendie comme modéré sur le site.

III-2. Réduction des risques

Pour prévenir les scénarios accidentels conduisant à une pollution par hydrocarbures et à un incendie, l'exploitant prévoit les mesures suivantes :

- les opérations de ravitaillement sont réalisées avec un bac étanche mobile,
- les engins sont entretenus en dehors du site et régulièrement pour éviter des fuites chroniques,
- des kits d'absorption et du sable disponibles sur le site,
- l'accès au site sera maîtrisé (clôtures et pancartes),
- les servitudes concernant les pylônes électriques et les canalisations de gaz seront respectées et matérialisées,
- la gestion des matériaux extérieurs inertes

Compte tenu des différentes mesures qui seront prises par l'exploitant sur ce site, le risque de pollution des eaux superficielles et des eaux souterraines ou d'incendie n'aura pas de conséquence importante pour l'environnement.

III-3. Sécurité du public

Le secteur en exploitation sera bordé par des clôtures qui empêcheront tout accès. L'accès principal de la carrière sera fermé par une barrière. Des panneaux signaleront l'interdiction de l'accès.

III-4. Garanties financières

Conformément aux dispositions du Code de l'Environnement (article R.516-1), le pétitionnaire a calculé les garanties financières par phase quinquennale :

Phases	Durée	Montant en € TTC
I	de 0 à 5 ans	1 196 800
II	De 5 à 10 ans	1 271 502
III	De 10 à 15 ans	997 567
IV	15-20 ans	407 892

Ces montants sont basés sur l'indice TP01 du mois de juillet 2014 : 700,4. Ils sont susceptibles d'être modifiés en fonction de l'évolution de cet indice.

IV - CONSULTATION DU PUBLIC ET DES INSTITUTIONS

IV-1 Enquête publique

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter a été déposé en préfecture le 19/11/2014.
Le dossier a été jugé complet et régulier et a fait l'objet d'un rapport de recevabilité le 01/12/2014.
L'avis favorable de l'autorité environnementale a été signé, par Monsieur le Préfet, le 21/01/2015.

L'enquête publique a été effectuée dans les formes prévues aux articles R512-14 à R512-17 du Code de l'Environnement; elle s'est déroulée du 20 avril 2014 au 19 mai 2015 inclus selon l'arrêté préfectoral du 17 mars 2015. Un exemplaire du dossier et de l'avis de l'autorité environnementale ont été déposés dans les communes comprises dans un rayon de 3 km autour du site.

La publicité d'enquête publique est concordante avec l'arrêté préfectoral, l'ensemble des 6 communes concernées, et des publications dans la presse (la Dépêche du Midi: les 27/03 et 21/04 2015 et La voix du Midi : éditions des 23 au 29 mars et du 26 mars au 1^{er} avril 2015). De plus, l'enquête publique était présente sur le site internet de la Préfecture de Haute-Garonne.

Le Commissaire Enquêteur a remis son rapport à la Préfecture de la Haute-Garonne le 15/06/2015.

IV-2-1-1 -conclusions sur les observations du public

Le nombre d'observations du public s'inscrivent dans une moyenne basse par rapport à d'autres enquête publique de matériaux alluvionnaires (23).

22 observations sont favorables au projet et expriment également des préoccupations relatives aux nuisances dues à la circulation des camions traversant Ondes dont les participants à l'enquête publique estiment la société MGM responsable. Une seule observation est défavorable en raison de

ces mêmes nuisances de circulation. La mobilisation à l'enquête publique est causée par le projet de contournement routier d'Ondes lequel est à l'état de projet depuis plus de 20 ans .

Il est à noter que très peu d'observations traditionnelles et défavorables à ce type de demande d'autorisation ont été précisées par rapport à d'autres enquêtes publiques

IV-2-1-2 – avis des conseils municipaux et conclusions sur les délibérations des conseils municipaux

Avis des communes

Commune de Castelnau D'Estretfonds (31)

Le conseil municipal, par délibération lors de la séance du 21 mai 2015, a émis un avis favorable au projet

Puis, par courrier adressé le 26 mai 2015, le maire de cette localité a exposé des problématiques et mis en avant des insuffisances sur le dossier concernant la problématique :

- de la circulation en augmentation du fait de l'extension selon M le maire,
- de l'impact paysager,
- de la remise en état insuffisamment explicite.

Commune de Sainte Rustice (31)

Le conseil municipal en date du 14 avril 2015 a émis un avis favorable au projet. Puis , par courrier en date du 08/06/2015, cette mairie a notamment fait part de crainte quant à un remblaiement supplémentaire du site qui conduirait à déclencher « le passage d'une noria de camions ».

Commune d'Ondes(31)

Le conseil municipal par délibération lors de la séance du 12 mai 2015, a émis un avis favorable au projet de demande d'autorisation de la carrière sous une réserve ne concernant pas l'exploitant (réalisation du contournement d'Ondes).

Commune de Pompignan (82)

Le conseil municipal, par délibération lors de la séance du 1er juin 2015 a émis un avis favorable.

Commune de Grisolles (82)

Le conseil municipal, par délibération lors de la séance du 11 mai 2015, a émis un avis défavorable au projet de demande d'autorisation de la carrière au motif d'une surface de remblaiement insuffisante.

Commune de Verdun sur garonne (82)

Le conseil municipal n'a pas émis d'avis.

Commune de Aucamville (82)

Le conseil municipal n'a pas émis d'avis.

Commune de Grenade (31)

Le conseil municipal par délibération lors de la séance du 19 mai 2015, a émis un avis favorable sous une réserve ne concernant pas l'exploitant (réalisation du contournement d'Ondes).

Les réponses apportées par le pétitionnaire dans le mémoire en réponse peuvent se synthétiser comme suit :

- Relativement à la question des nuisances causées par la circulation des poids-lourds qui traversent la commune d'Ondes, il est à noter que les poids-lourds clients de MGM représente moins de 2 % de la circulation générale sur la RD 29 et moins de 1 % sur la RD 17. De plus, l'exploitant rappelle que l'exploitation ne créera pas de trafic supplémentaire, la ressource du site en extension venant se substituer à celle en voie d'achèvement du site. Par ailleurs, le transport des matériaux jusqu'aux installations de traitement est prévu pour partie au moyen de bandes transporteuses.

Relativement aux avis sur l'insuffisance du remblaiement, les réponses de l'exploitant et l'avis de l'inspection sont développés dans les chapitres suivants.

IV-2-1-3 -conclusions sur les observations de l'autorité environnementale

Le 21 janvier 2015, l'autorité environnementale déclarait en conclusion que l'étude d'impact « paraissait suffisamment développée pour permettre à l'ensemble des parties prenantes d'apprécier la qualité du projet au regard de l'environnement du site d'implantation ».

L'autorité environnementale observait qu'une attention particulière devait être portée par le pétitionnaire sur la compatibilité du projet avec le projet de la future LGV Bordeaux Toulouse traversant le site. Interrogé, le pétitionnaire prenait un certain nombre d'engagements supplémentaires en plus de ceux présent dans son dossier initial qu'il résumé dans un addendum au projet déposé en mars 2015, celui-ci prévoit de préserver de toute exploitation une bande de 120 m correspondant à l'emplacement réservé au profit de SNCF Réseau. De plus, ce n'est qu'après la mise en service de la ligne LGV, que l'exploitant pourra exploiter une partie de cette bande de 120 m en accord avec SNCF Réseau. A ce stade, il n'est pas possible à SNCF réseau de se projeter sur l'étendue exploitable de la bande. L'addendum indiquait également d'autres engagements relatifs à l'installation d'un tapis de plaine.

IV-2-1-4 -avis du commissaire enquêteur

Compte tenu que:

- la restitution en terres agricoles a été augmentée à 34 % des surfaces exploitées,
- les terrains objet de la demande d'autorisation sont compatibles avec le PLU de la commune de castelnau d'Estretfonds,
- l'impact sur les milieux naturel est faible,
- la biodiversité de cette zone sera améliorée,
- l'avis majoritairement favorable des participants à l'enquête publique,
- l'impact sur la circulation routière par les poids-lourds venant ou provenant de MGM sera identique à celui déjà existant et faible (2 % de l'activité totale sur la RD 29)

et malgré :

- les nombreuses observations relatives à la réalisation du contournement routier d'Ondes émises lors de l'enquête publique pour lesquelles le pétitionnaire n'a pas de

compétence

Le commissaire enquêteur donne un avis favorable et l'assortit de 4 recommandations dont une seule peut être repris dans le cadre de l'instruction du dossier et du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation, à savoir un contrôle du réaménagement. Ce point est un point traditionnel des arrêtés préfectoraux que l'inspection des installations classées inspecte lors de ses visites des sites d'extracation. Un autre point pour partie fera également l'objet d'une prescription relative au comptage régulier des poids-lourds venant sur le site et en partant pour avoir une statistique précise de l'impact de la carrière sur la fréquentation de la RD 29 et RD 17.

Les autres recommandations relatives :

- à la production de mesures sonores, vibratoires, de pollution de l'air causées par la circulation dans le village d'Ondes,
- à la demande de prise en compte de la maîtrise d'oeuvre du contournement d'Ondes par le conseil départemental,
- au lancement de l'enquête publique sur la DUP du contournement routier d'Ondes pour fin 2015,

ne sont pas des recommandations qui peuvent s'inscrire dans le cadre de cette instruction et être traduites dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation.

Il est à noter que ces dernières recommandations, résultants de l'enquête publique, ont occupé la quasi-totalité des débats lors de celle-ci.

IV-2.2 Avis des services

IV-2.2.1 Chambre d'Agriculture Haute-Garonne

Par lettre en date du 5 mai 2015, la Chambre d'Agriculture Haute-Garonne a formulé un avis défavorable au motif l'importante perte de foncier agricole.

IV-2.2.2 Direction Régionale des Affaires Culturelles

Le Directeur Régional des Affaires Culturelles indique que le projet envisagé a conduit à prendre un arrêté portant prescription de la réalisation d'un diagnostic archéologique notifié à la date du 22 octobre 2012.

IV-2.2.3 Conseil Départemental

Par lettre en date du 16 avril 2015, la Direction de l'Agriculture du Développement Rural et de l'Environnement, du Conseil Départemental ne conclut aucun avis et stipule une observation relative à l'installation du tapis de plaine que l'exploitant installera en parallèle de la RD 29.

Par rapport à ces remarques, l'exploitant a indiqué que le pourcentage jugé insuffisant de retour en terre agricole de 34% correspondait déjà à un effort de la part de la société. Le remblaiement de tous les lacs représenterait d'une part la fourniture de matériaux inertes qu'actuellement aucun chantier n'est en mesure de fournir mais mobiliserait près de 110 000 poids lourds, lesquels vu la problématique de la traversée routière d'Ondes ne sont pas souhaitables.

V AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

V.1 présentation des principales prescriptions

L'établissement des prescriptions a été réalisé sur la base:

- des éléments fournis dans le dossier de l'exploitant,
- des prescriptions stipulées dans l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières
- des préoccupations formulées lors de l'enquête publique.

Le projet d'arrêté préfectoral joint à ce présent rapport propose notamment de prescrire les dispositions suivantes:

- des analyses des eaux et un suivi des piézomètres (art 9),
- un comptage régulier des véhicules entrants et sortants sera réalisé (art 11),
- la limitation du décapage des terrains au besoin de l'exploitation (art 14),
- un défrichage et un décapage en dehors des périodes sèches (art 14),
- la coordination de la remise en état à l'extraction (art 15),
- la surveillance de la qualité de l'accueil des remblais (art 16),
- un encadrement très suivi de l'exploitation des bandes enserrant la LGV (art 16),
- un positionnement du tapis de plaine adapté aux ouvrages en élévation de la future LGV (art 16),
- une remise en état conforme au dossier déposé et très précise (art 17),
- des arbres de haie seront implantés en bordure de la voie cyclable le long du canal (art 17),
- la réception de 65 000 m³ de déchets inertes par an pour satisfaire à un remblayage efficace des terrains exploités (art 17),
- des dispositions seront prises pour améliorer la biodiversité (art 17)
- un suivi naturaliste sera effectué (art 17)
- la mise en place de merlons en périphérie notamment afin de protéger les habitations les plus proches (art 23).

Relativement à l'insuffisance du remblaiement rapporté par quelques participants de l'enquête publique ; il y a lieu de rappeler que ce taux de remblaiement de 34 % sur le projet doit s'apprécier en tenant compte

- de la zone déjà autorisée, en fin d'exploitation et qui sera remise en état en grande partie uniquement en lac dit « le grand lac »
- et de la zone de l'extension sollicitée, qui elle, sera remblayée à hauteur de 54 %.

En effet, il y a lieu de considérer que l'exploitant détient un « droit d'antériorité » par rapport à la création du grand lac lequel avait déjà été acté précédemment par arrêté d'autorisation.

De plus, il faut ajouter que l'exploitant avait déposé en août 2014 un premier dossier concernant ce même site avec un taux de remblaiement largement inférieur. L'inspection des installations avait pointé du doigt l'insuffisance du dossier sur ce point et invité l'exploitant à améliorer cet aspect ce qu'il a fait lors du dépôt de ce dossier, objet de l'instruction.

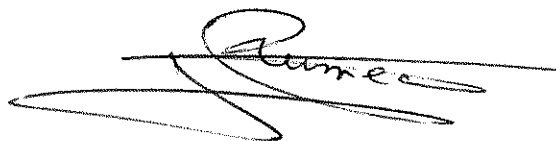
Enfin, rappelons que le schéma département des carrières de la Haute-Garonne ne prévoit aucun pourcentage factuel de remblaiement et que donc, il apparaît difficile de juger d'une suffisance ou d'une insuffisance par rapport au taux de remise en culture.

VI PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Les dispositions présentées dans l'étude d'impact et celles décrites ci-dessus doivent permettre le fonctionnement de cette exploitation dans les conditions satisfaisantes tant au point de vue humain qu'environnemental.

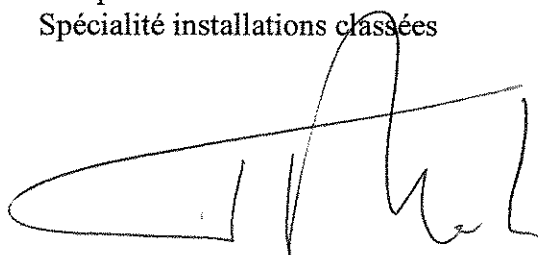
Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement propose aux membres de la CODENAPS de donner une suite favorable à la demande d'autorisation d'exploiter présentée par la Société MGM, sous réserve du respect des dispositions du projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

l'Inspecteur de l'Environnement
Spécialité installations classées



Dominique RUMEAU

Vérifié et validé le *18 Juin 2015*
l'Inspecteur de l'Environnement
Spécialité installations classées



Thierry REDONNET

